



Formulaire 001/DSBR/AGR

Formulaire de demande d'agrément

Établissement de crédit (art.3 loi bancaire)

Pour être considéré comme complet, le dossier doit comporter les pièces suivantes :

- L'impression datée et signée du formulaire que vous aurez renseigné et transmis à la BCC ;
- Répondre aux questions des pages 38 (A.1), page 39 à 40, page 42 à 43 dans un autre document

Et les documents suivants :

Concernant l'entreprise ou la société en formation :

- un exemplaire des statuts légaux ou un projet des statuts légaux,
- l'organigramme du groupe et/ou de la société en formation
- le curriculum vitae des personnes à la tête des directions ou des départements ou des responsables des principales lignes de métier,
- une copie des contrats avec les prestataires extérieurs et les futurs partenaires,
- une ventilation détaillée des flux d'opérations prévisionnels sur trois années,
- l'évaluation globale des flux et des moyens affectés,
- les modèles de conventions signées avec la clientèle,
- les bilans et les comptes d'exploitation prévisionnels (sur cinq ans),
- les 3 derniers bilans et comptes d'exploitation certifiés dans le cas où la personne morale est déjà constituée,
- l'état déclaratif à remplir par les commissaires aux comptes,

Concernant les apporteurs de capitaux :

- la copie du pacte d'actionnaires, si un tel pacte a été conclu,
- une copie d'une pièce d'identité en cours de validité si l'apporteur de capitaux est une personne physique,
- une copie des statuts de la société, les comptes d'exploitation des trois dernières années certifiés dans le cas d'une personne morale,

Si l'apporteur de capitaux fait partie d'un groupe

- l'organigramme du groupe auquel appartient l'apporteur de capitaux,
- les comptes consolidés des trois derniers exercices du groupe de l'apporteur,
- la liste des participations significatives dans des établissements de crédit en Union des Comores et à l'étranger,
- une copie de l'autorisation d'exercice, si l'apporteur de capitaux ou tout ou partie des sociétés qui lui sont liées exerce une activité financière,
- une copie de la décision de sanction, en cas de procédures pénales,
- une déclaration attestant que le futur administrateur ou membre du Conseil de surveillance ne tombe pas sous le coup des interdictions édictées à l'article 22 de la loi bancaire, si l'apporteur de capitaux est représenté au conseil d'administration (ou au conseil de surveillance) de la société,
- la liste des mandats déjà exercés par les futurs représentants de l'apporteur de capitaux au sein de l'établissement,

Concernant les dirigeants :

- une copie ou une version scannée d'une pièce d'identité en cours de validité du dirigeant,
- le curriculum vitae en français, actualisé, daté et signé par le dirigeant,
- une copie certifiée conforme du document de nomination du dirigeant,
- un extrait du procès-verbal de l'organe délibérant, mentionnant le champ des pouvoirs du dirigeant
- un casier judiciaire de moins de trois mois pour le dirigeant résidant en Union des Comores depuis au moins trois ans,
- pour les dirigeants ne résidant pas en Union des Comores depuis trois ans au moins, une attestation tenant lieu d'extrait de casier judiciaire, émanant de l'autorité compétente du pays où le déclarant résidait précédemment et comportant la désignation de l'autorité signataire et du pays concerné,

Concernant les organes sociaux :

- le curriculum vitae en français, actualisé et daté, des membres des organes sociaux,
- Un extrait de casier judiciaire, émanant de l'autorité compétente du pays où le déclarant résidait précédemment depuis trois ans au moins.

Après examen du dossier, des documents complémentaires sont susceptibles de vous être demandés.

Désignation de l'entreprise pour laquelle l'agrément est requise

Dénomination sociale

Personne chargée de la préparation et du suivi du dossier

Civilité

Nom

Prénom

Titre/fonction

N° de téléphone

N° de fax

E-mail

Adresse permanente

Signature :

Autres contributeurs à la préparation du dossier

Nom

Prénom

Téléphone

E-mail

Nom

Prénom

Téléphone

Adresse permanente

Signature :

Présentation de l'entreprise

Société en cours de constitution

Société constituée

Date de création

Dénomination sociale

Dénomination abrégée (10 caractères maximum)

Nom(s) commercial(aux) *(Dans le cas où votre entreprise souhaite utiliser plusieurs noms commerciaux, indiquez en première position dans la liste le nom commercial qu'il utilisera le plus fréquemment dans ses relations avec sa clientèle)*

BIC (un ou plusieurs)

Sigle développé

Numéro
RCCM

Représentation de l'entreprise

Association(s) professionnelle(s)



Organe(s) central(aux)



Coordonnées de l'entreprise

Adresse du siège social

<input type="text"/>					
Code postal	<input type="text"/>	ville	<input type="text"/>	pays	<input type="text"/>
N° de téléphone	<input type="text"/>	N° de fax	<input type="text"/>		<input type="text"/>
E-mail	<input type="text"/>	Site internet	<input type="text"/>		<input type="text"/>

Siège du lieu principal d'exploitation *(si différente du siège social)*

Code postal	<input type="text"/>	ville	<input type="text"/>	pays	<input type="text"/>
N° de téléphone	<input type="text"/>	N° de fax	<input type="text"/>		<input type="text"/>
E-mail	<input type="text"/>	Site internet	<input type="text"/>		<input type="text"/>

Autres adresses

Code postal	<input type="text"/>	ville	<input type="text"/>	pays	<input type="text"/>
N° de téléphone	<input type="text"/>	N° de fax	<input type="text"/>		<input type="text"/>
E-mail	<input type="text"/>	Site internet	<input type="text"/>		<input type="text"/>
Service/fonction	<input type="text"/>				

Commentaire

Correspondants de l'entreprise

Type de correspondant

Civilité

Nom de famille

Prénom

Service

Fonction

État

Commentaire

Adresse

Code postal

ville

pays

N° de téléphone

Autres N° de téléphone

N° de fax

E-mail

Type de correspondant

Civilité

Nom de famille

Prénom

Service

Fonction

État

Commentaire

Adresse

Code postal

ville

pays

N° de téléphone

Autres N° de téléphone

N° de fax

E-mail

Type de correspondant

Civilité

Nom de famille

Prénom

Service

Fonction

État

Commentaire

Adresse

Code postal

ville

pays

N° de téléphone

Autres N° de téléphone

N° de fax

E-mail

Renseignements relatifs au capital social

Montant du capital social en KMF

Montant du capital à libérer en KMF

Date d'effet

Structure du groupe

L'entreprise appartient-elle à un groupe ?

Oui

Non

Si oui, compléter ci-dessous

Dénomination du groupe

Nationalité du groupe

L'entreprise appartient-elle à un conglomérat financier ?

Oui

Non

Si oui, compléter ci-dessous

Nom du conglomérat

Nationalité du conglomérat

Répartition du capital

Détenteur / Actionnaire : Personne morale

Dénomination sociale

RCCM

Code interbancaire CIB

Groupe de l'actionnaire

Nationalité du groupe de l'actionnaire

Adresse du siège social

Code postal

ville

pays

Part du capital en %

Part des droits de vote détenus en %

Répartition des droits de vote du détenteur : liste des principaux actionnaires

Si vous devez enregistrer plus d'un actionnaire personne morale, renseigner et imprimer cette page proportionnellement au nombre d'actionnaires à déclarer

Répartition du capital

Détenteur / Actionnaire : Personne physique

Civilité	<input type="text"/>	Nom	<input type="text"/>
Prénom	<input type="text"/>	Date de naissance	<input type="text"/>
Pays de naissance	<input type="text"/>	Commune de naissance	<input type="text"/>
Code postal de naissance	<input type="text"/>	Code postal commune de naissance	<input type="text"/>
Nationalité	<input type="text"/>	Autre nationalité	<input type="text"/>

Adresse

Code postal	<input type="text"/>	ville	<input type="text"/>	pays	<input type="text"/>
Part du capital en %	<input type="text"/>	Part des droits de vote détenus en %	<input type="text"/>		

Si vous devez enregistrer plus d'un actionnaire personne physique, renseigner et imprimer cette page proportionnellement au nombre d'actionnaires à déclarer

Répartition du capital

Détenteur / Actionnaire : Public

Part du capital en %

Part des droits de vote détenus en %

Détenteur / Actionnaire : Salariés

Part du capital en %

Part des droits de vote détenus en %

Détenteur / Actionnaire : Autocontrôle

Part du capital en %

Part des droits de vote détenus en %

Détenteur / Actionnaire : Divers

Part du capital en %

Part des droits de vote détenus en %

Pacte d'actionnaires

Les actionnaires vont-ils signer un pacte d'actionnaires ?

Oui

Non

Si oui, compléter ci-dessous

Pour une personne physique :

Civilité Nom

Prénom

Civilité Nom

Prénom

Civilité Nom

Prénom

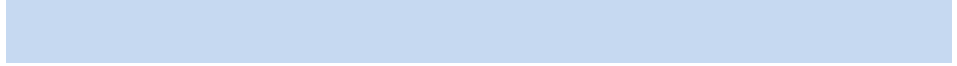
Pacte d'actionnaires

Pour une personne morale :

Qualité



Dénomination sociale



Qualité



Dénomination sociale



Qualité



Dénomination sociale



Description de l'entreprise

Organes sociaux

Forme juridique

Organe social

Pour une personne morale :

Dénomination sociale

RCCM

Code interbancaire CIB

Pays d'implantation du siège social
*(pour les entreprises n'ayant pas leur
siège social en Union des Comores)*

Représentée par :

Civilité

Nom de famille

Prénom

Date de naissance

Pays de naissance

Commune
de naissance

Code postal
commune de naissance

Nationalité

Autre nationalité

Si vous devez enregistrer plus d'un membre, renseigner et imprimer cette page proportionnellement au nombre de membres à déclarer

Organes sociaux

Organe social

Pour une personne physique:

Civilité

Nom de famille

Prénom

E-mail

Date de naissance

Pays de naissance

Commune de naissance

Code postal naissance

Nationalité

Autre nationalité

Adresse

Code postal

ville

pays

Fonction

Date d'entrée en fonction

Si vous devez enregistrer plus d'un membre, renseigner et imprimer cette page proportionnellement au nombre de membres à déclarer

Description de l'entreprise

Dirigeants responsables

Civilité

Nom de famille

Prénom

Adresse personnelle : (Indiquer le lieu de résidence envisagé à la suite de la prise de fonctions s'il est différent du lieu actuel. Tout changement d'adresse devra être porté à la connaissance de la Banque Centrale des Comores. Il est rappelé qu'il convient, en principe, qu'au moins deux dirigeants résident à proximité du siège principal d'activité.)

Code postal

ville

pays

E-mail

Fonction

Date d'entrée en fonction

Description de l'entreprise

Dirigeants responsables

Civilité

Nom de famille

Prénom

Adresse personnelle : (Indiquer le lieu de résidence envisagé à la suite de la prise de fonctions s'il est différent du lieu actuel. Tout changement d'adresse devra être porté à la connaissance du secrétariat de l'autorité de contrôle prudentiel. Il est rappelé qu'il convient, en principe, qu'au moins deux dirigeants résident à proximité du siège principal d'activité.)

Code postal

ville

pays

E-mail

Fonction

Date d'entrée en fonction

Si vous devez enregistrer plus de deux dirigeants responsables, renseigner et imprimer cette page proportionnellement au nombre de dirigeants à déclarer

Activités – opérations de banque

Agrément limité : Oui Non

Opérations de banque

Réception de fonds du public	<input type="checkbox"/>
Opérations de crédit	<input type="checkbox"/>
Services bancaires de paiement	<input type="checkbox"/>

Habilitation

Compensation d'instruments financiers	<input type="checkbox"/>
Tenue de compte-conservation	<input type="checkbox"/>

L'établissement sera-t-il adhérent au fonds de garantie des dépôts ? Oui Non

L'établissement délivrera-t-il des cautions réglementées ? Oui Non

L'établissement sera-t-il adhérent au fonds de garantie des IFD ? Oui Non

Renseignements à transmettre par les apporteurs de capitaux (ou par l'établissement de crédit étranger¹)

Ces renseignements doivent être transmis avec une lettre, dont le modèle figure ci-après, certifiant que le signataire a pris note des dispositions **de l'article 58 de la loi bancaire**.

Avertissement

Ces renseignements doivent être fournis par toute personne appelée à devenir associé en nom ou à détenir, directement ou indirectement, au moins 10 % des droits de vote ou du capital de l'entreprise

Les réponses au questionnaire ci-dessous doivent être accompagnées de toutes les précisions permettant d'éclairer le jugement de la Banque Centrale. Il importe que toutes les rubriques soient servies. En outre, tout actionnaire personne physique ou toute personne physique représentant au conseil d'administration ou de surveillance un actionnaire détenant directement ou indirectement au moins le dixième des droits de vote d'un établissement de crédit ou d'une entreprise d'investissement doit joindre un curriculum vitae au dossier.

Des manquements ou infractions ayant donné lieu à amnistie ne doivent pas être mentionnés dans les réponses au questionnaire.

Les renseignements concernant des établissements non assujettis ne doivent être communiqués que dans la mesure où cette transmission n'est pas interdite par une obligation de discrétion.

Le questionnaire doit être retourné dûment complété et signé par l'intéressé ou, s'agissant des personnes morales, par l'un de ses mandataires sociaux.

¹En cas d'agrément d'une succursale en Union des Comores d'un établissement de crédit dont le siège social est situé à l'étranger, toutes les questions relatives à l'apporteur de capitaux portent sur l'entreprise étrangère.

Civilité

Nom de famille

Prénom

1. À quels objectifs répond la création de l'entreprise ou la prise de participation dans celle-ci ? Quels effets l'apporteur de capitaux en attend-il (donner toutes informations utiles à ce sujet) ?

2. Des relations d'affaires significatives existent-elles entre l'apporteur de capitaux et l'entreprise ? Comment ces relations devraient-elles évoluer à l'avenir ?

3. Quels sont le montant et le pourcentage de la participation prévue ainsi que son équivalence en droits de vote ?
Décrire précisément le montage juridique et financier de l'opération d'acquisition des titres¹.
Indiquer notamment tous les accords existants entre actionnaires, détailler leurs caractéristiques (Les fournir sur demande).

4. L'apporteur de capitaux a-t-il donné ou envisage-t-il de donner en garantie des actions de l'entreprise ? Si oui, préciser le bénéficiaire.

5. L'opération est-elle susceptible de faire l'objet au titre du contrôle des concentrations d'une notification à l'autorité compétente ? Dans l'affirmative, celle-ci a-t-elle été effectuée ? Si une déclaration a été effectuée quel est le délai dont dispose l'autorité saisie ? Si cette dernière ne l'a pas été, sous quel délai devez-vous l'effectuer ?

6. Les actions de l'apporteur de capitaux sont-elles cotées ? Fournir toute information utile à ce sujet (place de cotation, marché).

7. Les titres émis par l'apporteur de capitaux ou certaines sociétés de son groupe ont-ils fait l'objet d'une notation (dans l'affirmative, donner toutes précisions utiles à ce sujet) ?

8. Quelle est la répartition du capital de l'apporteur de capitaux ? S'il y a lieu, préciser celle de la maison mère et des holdings intermédiaires (indiquer les pourcentages de détention en parts de capital et en droits de vote et préciser le lieu du siège social de chacune des entités).

¹ Sont assimilés aux droits de vote détenus par un apporteur de capitaux :

- les droits de vote possédés par d'autres personnes pour son compte,
- les droits de vote possédés par les sociétés placées sous son contrôle effectif,
- les droits de vote possédés par un tiers avec qui il agit,
- les droits de vote que l'apporteur de capitaux ou les autres personnes citées ci-dessus sont en droit d'acquérir à leur seule initiative en vertu d'un accord.

9. Quelle est l'activité de l'apporteur de capitaux ?

S'il fait partie d'un groupe, fournir un descriptif des principales entités constituant le groupe ; indiquer, le cas échéant, la part des activités bancaires ou des services d'investissement dans le groupe, joindre un organigramme du groupe ainsi que les comptes consolidés des trois derniers exercices ; fournir, en outre, la liste des participations significatives dans des établissements de crédit recevant des fonds du public ou des entreprises d'investissement, ou dans d'autres sociétés exerçant des activités réglementées, en Union des Comores et à l'étranger :

- de l'apporteur de capitaux ;
- du groupe auquel lui-même appartient

Préciser enfin si l'apporteur de capitaux ou l'un de ses mandataires sociaux contrôle une société de gestion de portefeuille ou son équivalent à l'étranger (indiquer, dans ce cas, son nom ainsi que le montant des capitaux gérés).

10. Si l'apporteur de capitaux ou tout ou partie des sociétés qui lui sont liées exercent une activité financière, à quelles réglementations et à quelles autorités les entités concernées sont-elles soumises à ce titre ? (indiquer si l'opération nécessite une autorisation et fournir, le cas échéant, copie de celle-ci ; dans cette hypothèse, le dossier devra également comprendre des indications quant à l'impact de l'opération envisagée sur les principales caractéristiques financières et sur les ratios prudentiels de l'apporteur de capitaux).

11. Quelles sont les principales relations bancaires et financières en Union des Comores de l'apporteur de capitaux ?
S'il s'agit de correspondants bancaires, indiquer les trois principaux.

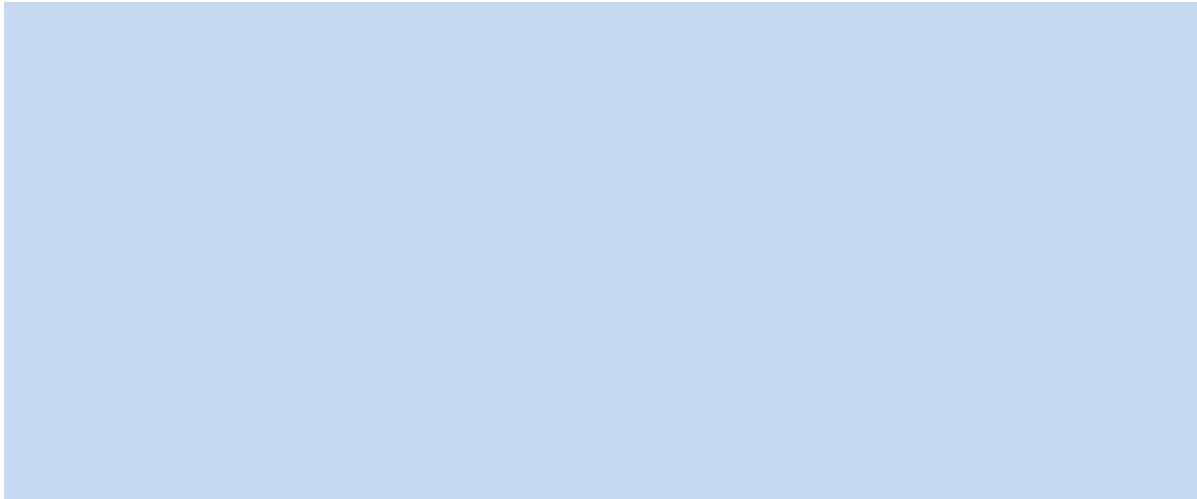
12. Si l'apporteur de capitaux est une personne physique, quels sont le montant et la nature de son patrimoine ?

13. L'apporteur de capitaux ou des sociétés de son groupe ont-ils fait l'objet d'une sanction pénale, administrative ou disciplinaire, en Union des Comores ou dans d'autres pays au cours des dix dernières années ? Dans l'affirmative, quelles ont été les qualifications retenues par la ou les autorités compétentes ? Quelles ont été, le cas échéant, les sanctions prononcées ? Une telle procédure est-elle en cours ? *(Il conviendra, dans ce cas, de joindre au dossier une copie de la décision de sanction)*

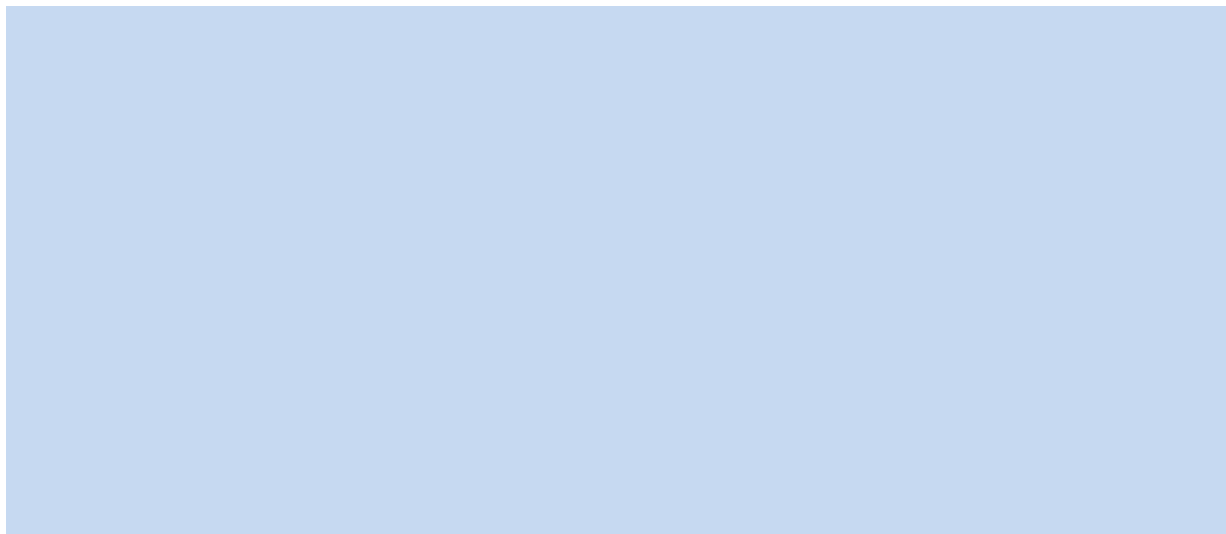
14. L'apporteur de capitaux a-t-il connaissance de l'existence de sanctions (pénales, administratives ou disciplinaires) ou de procédures en cours à l'encontre de l'entreprise concernée par l'opération ? Quelles ont été le cas échéant, les sanctions prononcées ?

15. L'apporteur de capitaux sera-t-il présent ou représenté au conseil d'administration (ou au conseil de surveillance) de la société ?
(Dans ce cas, le futur administrateur ou membre du Conseil de surveillance devra joindre à son dossier une déclaration attestant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions édictées à l'article 22 de la loi bancaire. Ceux-ci devront également répondre aux questions 11 à 16 du questionnaire "dirigeants".)

16. Fournir la liste des mandats déjà exercés par les futurs représentants de l'apporteur de capitaux au sein de l'établissement faisant l'objet de ce dossier.



17. Fournir toute information supplémentaire utile pour l'examen du dossier.



« En ma qualité de..... ,
je certifie l'exactitude des informations ci-dessus et m'engage à porter à la connaissance de la
Banque Centrale des Comores les changements des éléments de cette déclaration ».

À , le.....

Signature et/ou de l'apporteur de
capitaux (Ou de son représentant)

Modèle de lettre relatif aux apporteurs de capitaux, à copier et à envoyer au Gouverneur de la Banque Centrale des Comores.

Cette lettre doit être transmise par toute personne qui se propose de détenir au moins 10 % des droits de vote d'un établissement de crédit ou de devenir associé en nom.

1	Monsieur le Gouverneur de la Banque Centrale des Comores
---	---

le

Monsieur le Gouverneur,

En ma qualité de 2, j'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint les renseignements demandés par la Banque Centrale des Comores à l'occasion de la prise de participation que 3 se propose de réaliser dans le capital de 4.

Je certifie que ces renseignements sont sincères et fidèles et qu'il n'y a pas, à ma connaissance, d'autres faits importants dont la Banque Centrale des Comores doit être informée.

Je m'engage à informer immédiatement la Banque Centrale des Comores de tout changement qui modifierait, de façon significative, les renseignements fournis5.

Par ailleurs, je m'engage également à fournir, chaque année, à 6, [dont la société 7 est associée ou actionnaire] ou [dont je suis (l'associé ou l'actionnaire)], les informations financières qu'il est conduit à transmettre aux Autorités selon les dispositions réglementaires en vigueur8.

J'ai pris note des dispositions de l'article 58 de la loi bancaire, en application desquelles le Gouverneur de la Banque Centrale des Comores peut inviter les actionnaires ou sociétaires d'un établissement de crédit à fournir à celui-ci le soutien qui lui est nécessaire lorsque sa situation le justifie9.

Veuillez agréer, Monsieur le Gouverneur, l'expression de ma haute considération.

Date

Signature

1 Nom et adresse de votre établissement

2 Indiquer la qualité du signataire : président, gérant, autre dirigeant social, mandataire spécialement habilité.

3 Nom de l'apporteur

4 Nom de l'établissement

5 Notamment ceux qui font l'objet du point n° 12 « Questionnaire apporteurs de capitaux » (répartition du capital de l'apporteur de capitaux et, éventuellement, de celui de la maison mère du groupe dont il fait partie).

6 Nom de l'établissement assujetti

7 Nom

8 Ce paragraphe ne s'applique qu'aux personnes se proposant de détenir au moins le dixième des droits de vote. Il ne concerne pas les associés ou actionnaires qui sont eux-mêmes des établissements assujettis ou des établissements agréés dans un autre État membre de l'Union européenne.

9 Des rédactions appropriées de ce paragraphe comportant des engagements spécifiques peuvent, le cas échéant, être demandées aux principaux actionnaires ou associés, directs ou indirects.

Renseignements à transmettre par les dirigeants d'un établissement de crédit

Avertissement

Ces renseignements doivent être fournis par toute personne physique appelée à exercer des fonctions de dirigeant responsable d'un établissement de crédit.

Les réponses au questionnaire ci-après doivent être accompagnées de toutes les précisions permettant d'éclairer le jugement de la Banque Centrale des Comores. Il importe que toutes les rubriques soient servies. Des manquements ou infractions ayant donné lieu à amnistie ne doivent pas être mentionnés.

Les renseignements concernant des établissements non assujettis ne doivent être communiqués que dans la mesure où cette transmission n'est pas interdite par une obligation de discrétion.

Le questionnaire doit être retourné dûment complété et signé par l'intéressé et par le président du conseil d'administration ou du directoire de l'établissement concerné. Dans le cas d'une nomination du président du conseil d'administration ou du directoire, il incombe à l'actionnaire principal ou à l'un de ses mandataires sociaux de contresigner les déclarations du dirigeant.

Le curriculum vitae adressé à la Banque Centrale des Comores doit indiquer de façon détaillée la formation initiale suivie par le dirigeant, les diplômes obtenus et l'intitulé des fonctions exercées (*Y compris les mandats d'administrateur ou de membre du conseil de surveillance exercés au cours des dix dernières années.*). En outre, s'agissant des deux dernières fonctions exercées, il devra être indiqué la taille des entités (en termes de salariés et de chiffre d'affaires) dans lesquelles elles ont été occupées ainsi que les résultats de leur gestion.

Les intéressés sont informés que certains éléments d'information fournis dans le présent dossier, notamment les fonctions qu'ils ont occupées au cours de leur carrière professionnelle, sont susceptibles d'être enregistrés et traités dans un document relatif au traitement automatisé des informations nominatives.

Questionnaire dirigeants responsables

Civilité		Nom d'usage		Prénom	
----------	--	-------------	--	--------	--

Niveau de connaissance en français

1. Précisez l'identité de l'organe ou de la personne qui vous a désigné à vos nouvelles fonctions et joindre une copie certifiée conforme du document de nomination.

2. Quelle sera l'étendue des fonctions de direction que vous exercerez et comment seront partagées les responsabilités avec les autres dirigeants ? Décrivez l'étendue de vos responsabilités de direction et précisez les modalités de votre association aux fonctions confiées aux autres dirigeants.

Vérifiez que l'étendue des pouvoirs qui vous sont attribués, et leur mode d'attribution, sont conformes aux exigences de la Banque Centrale des Comores.

Questionnaire dirigeants responsables

3. Pour chacune des deux dernières fonctions exercées au cours des dix dernières années, quelles responsabilités avez-vous effectivement exercées et quels résultats avez-vous obtenus ?
(Nombre de collaborateurs, délégations de pouvoirs, capitaux gérés, budget délégué, etc.) Informations à fournir pour celles ne figurant pas dans le curriculum vitae joint.

4. Avez-vous été au cours des dix dernières années ou êtes-vous un actionnaire significatif, *(actionnaire qui détient au moins 10 % du capital ou des droits de vote d'une entreprise.)*, un associé en nom ou un associé commandité d'une autre entreprise ? Dans l'affirmative, précisez le nom et l'activité de ces entreprises ainsi que le montant de votre participation.

5. L'une des entreprises dans lesquelles vous avez exercé au cours des dix dernières années ou exercez encore des responsabilités de dirigeant ou dont vous avez été ou êtes un actionnaire significatif, un associé en nom ou un associé commandité, s'est-elle vu, à votre connaissance, refuser ou retirer une autorisation ou un agrément dans le domaine bancaire ou financier, en Union des Comores ou à l'étranger ?

6. L'une des entreprises dans lesquelles vous avez exercé au cours des dix dernières années ou exercez des responsabilités de dirigeant ou dont vous avez été ou êtes un actionnaire significatif, un associé en nom ou un associé commandité, a-t-elle fait l'objet, à votre connaissance, d'une condamnation pénale, d'une sanction administrative ou disciplinaire, ou d'une mesure de suspension ou d'exclusion d'une organisation professionnelle en Union des Comores ou à l'étranger ? Une telle procédure est-elle en cours ?

7. Avez-vous été ou envisagez-vous d'être prochainement partie à un arrangement amiable ou à une procédure judiciaire en Union des Comores ou à l'étranger ayant pour objet un apurement des dettes d'une entreprise dont vous avez été ou seriez encore dirigeant, actionnaire significatif ou associé ?

8. Êtes-vous lié par certains engagements au titre de fonctions précédemment exercées (clause de non concurrence, par exemple) ?

9. Parmi les entreprises dans lesquelles vous exercez des responsabilités, ou dont vous êtes un actionnaire significatif, un associé en nom ou un associé commandité, quelles sont celles qui, à votre connaissance, entretiennent ou pourraient entretenir des relations d'affaires significatives, ou le cas échéant être bénéficiaires de prêts de l'entreprise mentionnée dans ce questionnaire ?

10. Parallèlement aux fonctions faisant l'objet du présent dossier, est-il prévu que vous commenciez ou continuiez à exercer d'autres fonctions de direction ? Dans l'affirmative, indiquez la liste des fonctions et explicitez votre organisation pour vous assurer une disponibilité suffisante pour chacun de ces différents emplois, en mentionnant, le cas échéant, les structures organisationnelles ou de contrôle vous permettant de remplir pleinement vos différentes responsabilités).

Questionnaire dirigeants responsables

11. Indiquez, le cas échéant, la liste de vos mandats sociaux, en distinguant ceux détenus dans des sociétés du groupe de l'établissement de crédit pour lequel vous répondez au présent questionnaire et ceux détenus dans des sociétés extérieures à ce groupe. Indiquez les mandats pour lesquels vous pourriez connaître des conflits d'intérêts. Dans ce cas, précisez les dispositions que vous comptez prendre pour y remédier.

12. Avez-vous, au cours des dix dernières années, exercé des fonctions de direction au sein d'une entreprise dont les commissaires aux comptes ou (*les contrôleurs légaux dans le cas d'entreprises étrangères*) ont refusé de certifier les comptes ou pour laquelle ils ont assorti leur certification de réserves ou d'observations ?

13. Avez-vous, au cours des dix dernières années, fait l'objet d'une condamnation pénale, d'une sanction administrative ou disciplinaire d'une autorité professionnelle ou d'une mesure de suspension ou d'exclusion d'une organisation professionnelle en Union des Comores ou à l'étranger ? Une telle procédure est-elle en cours ?

14. Avez-vous fait l'objet d'un licenciement pour faute professionnelle (donnez le cas échéant toutes précisions utiles) ? Une telle procédure est-elle en cours ?

15. Entendez-vous effectuer, directement ou indirectement, des opérations personnelles ou professionnelles avec l'établissement ?
(À titre d'exemple, la société aura-t-elle parmi ses clients ou fournisseurs une autre société au sein de laquelle vous exercez des fonctions de dirigeant, d'actionnaire significatif, d'associé en nom ou d'associé commandité ? Dans un autre ordre d'idées, avez-vous l'intention d'ouvrir un (ou) des compte(s) dans les livres de l'établissement et, dans l'affirmative, envisagez-vous d'effectuer des opérations ne relevant pas d'une gestion courante de vos avoirs ?)

16. Avez-vous connaissance d'autres informations susceptibles d'éclairer le jugement de la Banque Centrale des Comores sur votre honorabilité et votre compétence ?

« Je soussigné¹ certifie ne pas tomber sous le coup des interdictions bancaires énoncées à l'article 22 de la loi bancaire ainsi que l'exactitude des informations ci-dessus et m'engage à porter immédiatement à la connaissance de la Banque Centrale des Comores les changements des éléments contenus dans cette déclaration les concernant ».

À Le.....

Signature du dirigeant.

« En ma qualité de²

je soussigné.....³ certifie, après avoir procédé aux vérifications d'usage, que les informations communiquées par M

.....⁴ à la Banque Centrale des

Comores dans le cadre de sa nomination en qualité de.....⁵

De.....⁶, sont à ma connaissance exactes. Je m'engage à porter immédiatement à la connaissance de la Banque Centrale des Comores les changements des éléments contenus dans cette déclaration les concernant et dont j'aurais connaissance ».

À,..... Le.....

Signature du
Président⁷.....de
l'actionnaire principal ou d'un représentant de

l'organe social.....⁸

1 Nom et prénom

2 Fonction

3 Nom et prénom

4 Nom du dirigeant

5 Fonction

6 Nom de l'établissement

7 Sauf s'il s'agit de la désignation du Président

8 Ce représentant doit avoir participé à la délibération de l'organe ayant trait à la désignation du dirigeant responsable

Programme d'activités d'un établissement de crédit

Opérations de banque

Nature de l'agrément d'établissement de crédit demandé

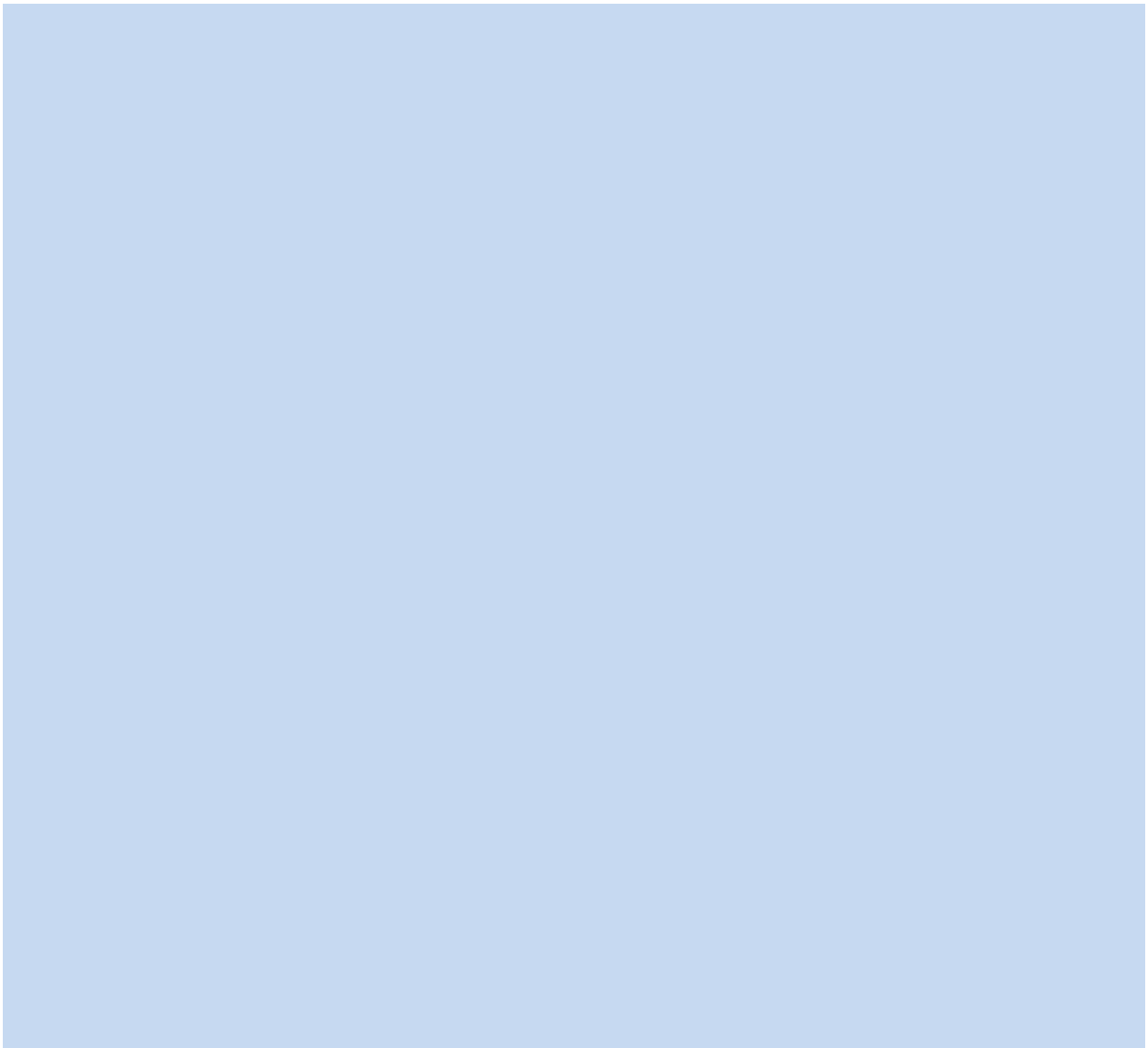
Définir l'orientation principale des activités de l'entreprise :

- Banque** **IFD**
- Société financière** **Institution financière spécialisée**

À préciser :

Description des activités projetées

Décrire synthétiquement l'activité ou les activités envisagées



A. Opérations de banque

Décrire la nature et le volume des opérations envisagées :

- **les différents fonds reçus du public**
 - Epargne
 - Dépôt à terme
 - Compte bloqué
 - Compte d'épargne réglementé
 - Autres, préciser

- **les différents types de concours**
 - Crédit à la consommation
 - crédit-bail
 - les différentes cautions bancaires
 - Autres, préciser : veuillez répondre dans un autre document

- **les services bancaires de paiement :**
 - Versement d'espèces
 - Retrait d'espèces
 - Virements
 - Prélèvement
 - Paiement effectué avec un moyen de paiement électronique
 - Autres, préciser

A.1 : Fournir une ventilation détaillée des flux d'opérations prévisionnels sur trois années. En outre, pour les crédits, indiquer le montant moyen et l'encours global par type d'intervention.

B. Opérations connexes aux opérations de banque

les opérations de change	<input type="checkbox"/>
les opérations sur or, métaux précieux et pièces	<input type="checkbox"/>
le conseil et l'assistance en matière de gestion financière, l'ingénierie financière	<input type="checkbox"/>
les opérations de location simple de biens mobiliers ou immobiliers	<input type="checkbox"/>
Les opérations de transfert d'argent	<input type="checkbox"/>
la location de coffres-forts	<input type="checkbox"/>
Les opérations de finance islamique	<input type="checkbox"/>
Autres, préciser	<input type="checkbox"/>

B.1 : Décrire succinctement les opérations et fournir une évaluation globale des flux et des moyens affectés.

C. Autres activités envisagées. (cette disposition concerne exclusivement les institutions financières spécialisées et les entreprises d'investissements)

D. Clientèle

- composition : particuliers, entreprises commerciales, établissements de crédit, investisseurs institutionnels, collectivités locales, associations ; résidents, non-résidents ...
- modalités d'approche : création de guichets, recours à des intermédiaires ou démarcheurs, services électroniques...

E. Direction

- fournir un organigramme organisationnel.
- indiquer, en dehors des dirigeants responsables, les noms et les responsabilités des personnes à la tête des directions ou des départements, ou ceux des responsables des principales lignes de métier (joindre leur curriculum vitae).

F. Moyens humains

Évolution de l'effectif susceptible d'être employé pendant les trois années à venir et de la masse salariale correspondante.

G. Moyens techniques, comptables et informatiques*

** Les informations communiquées n'entraînent pas certification des moyens envisagés par les Autorités. Le caractère adéquat de leur mise en œuvre ne peut être apprécié que par l'autorité de régulation*

Présenter l'analyse faite en vue de répertorier et décrire les moyens techniques, comptables et informatiques nécessaires pour démarrer l'activité, pour accompagner son évolution prévue et pour faire face aux difficultés et risques inhérents notamment aux moyens informatiques choisis. Les éléments suivants seront au minimum présentés :

H. Systèmes d'information

- Décrire l'architecture globale des systèmes (incluant la sous-traitance), en fournissant le schéma des flux d'informations et l'indication des logiciels utilisés internes ou externe.
- Décrire les moyens de secours mis en place (redondance, back up,...)
- Décrire les procédures et outils de sécurité informatique (accès aux données et aux systèmes, sécurité des réseaux, pistes d'audit, sauvegarde...);
- Décrire les modalités de classement et de conservation des informations (périodicité, forme, lieu, durée) ;
- S'il s'agit d'un projet comprenant principalement des prestations via Internet, décrire également :
 - les moyens techniques et organisationnels envisagés afin de prévenir, détecter ou corriger les défaillances du système et d'en garantir la sécurité ;
 - les méthodes de protection des communications ;
 - les moyens humains et dispositifs mis en place pour assurer la sécurité et la surveillance des risques ;
 - les moyens de sécurité physiques mis en place pour la protection des locaux et du matériel.

- Préciser si l'entreprise a souscrit une police d'assurance concernant les risques opérationnels. Si oui, fournir une description des garanties.

I. Recours à l'externalisation de moyens

- Indiquer les domaines et les opérations concernés
- Indiquer le nom du (ou des) prestataire(s) et les principales caractéristiques des contrats (durée, responsabilités respectives des parties, clauses d'audit, accès à l'information, plans de secours, niveau de qualité attendu du prestataire, dispositif de suivi des activités externalisées, conditions de rupture). Fournir une copie de ces contrats.

Exercice d'activités à l'étranger

➤ Indiquer si l'exercice d'activités bancaires à l'étranger est envisagé.

Oui

Non

Si oui, le requérant doit compléter le formulaire relatif à l'exercice d'activités à l'étranger

Décrire les opérations envisagées et leurs conditions d'exercice (forme juridique, moyens mis en œuvre...):

Éléments de gestion et de contrôle de l'établissement de crédit

A. Nature des ressources envisagées

Part respective des fonds propres, des concours des actionnaires, des titres de créances négociables ou obligataires, des dépôts du public, des emprunts sur le marché interbancaire... :

B. États prévisionnels (sur trois ans)

- bilans et comptes d'exploitation prévisionnels,
- niveau prévisionnel des principales normes prudentielles qui pourraient s'appliquer à votre entreprise :

Représentation du capital minimum	
Ratio de solvabilité	
Division des risques	
Coefficient de liquidité	

Au cas où la personne morale est déjà constituée, décrire son activité et joindre ses trois derniers bilans et comptes d'exploitation certifiés.

C. Participations éventuelles ou envisagées à court terme dans d'autres entreprises ou établissements

D. Contrôle

1. Organisation du contrôle interne et de la conformité

Nom du responsable du contrôle interne

Nom du responsable du contrôle de la conformité :

Expliciter le dispositif prévu pour se conformer au règlement sur le contrôle interne.

Préciser notamment les procédures de contrôle de 1^{er} et 2^{ème} niveau mises en place, le programme de travail du contrôleur interne (fournir le cas échéant sur demande le manuel de procédures de contrôle interne), les procédures de contrôle des risques ainsi que les procédures de contrôle de conformité.

Comité des risques	oui	<input type="checkbox"/>	non	<input type="checkbox"/>
composition et rôle				

Comité d'audit	oui	<input type="checkbox"/>	non	<input type="checkbox"/>
composition et rôle				
Autre(s) comité(s) créé(s) par l'organe délibérant	oui	<input type="checkbox"/>	non	<input type="checkbox"/>
composition et rôle				

Autres modalités d'information des dirigeants de la société et procédures de réaction en cas de dysfonctionnement

2. Vigilance à l'égard des opérations de blanchiment des capitaux

- Décrire le dispositif.
- Dispositif dans les relations avec la clientèle
- en interne

3. Contrôle externe

- la déclaration à remplir par le(s) commissaire(s) aux comptes pressentis (s).

E. Contrôle du siège ou de la maison mère

(Cas de succursales ou de filiales d'établissements étrangers)

- description des procédures de contrôle de la maison mère sur sa succursale ou sa filiale,
- description de la surveillance exercée par les autorités compétentes du pays d'origine : nature et étendue de l'agrément de l'entreprise mère, existence d'une surveillance sur base consolidée.

Énumérer la ou les autorité(s) compétente(s) en précisant leur responsabilité

F. Calendrier de réalisation du projet

Préciser la date prévue de démarrage effectif des activités.

Avertissement

La fourniture des informations demandées présente un caractère obligatoire et le défaut de réponse ne permet pas l'examen du dossier.

Ces informations sont destinées, dans le cadre des lois et règlements en vigueur, exclusivement à la Banque Centrale des Comores. Elles peuvent en outre être communiquées notamment aux autorités judiciaires, de contrôle et au Fonds de garantie des dépôts conformément à la loi bancaire.

Ces informations, collectées par la Banque Centrale en sa qualité d'interlocuteur unique des personnes et entreprises demanderesse, sont enregistrées et sont destinées exclusivement à l'étude concernée. Elles peuvent être communiquées, pour l'accomplissement de sa mission telle qu'elle est définie par la loi bancaire, dans le respect de la législation en vigueur, à des autorités de surveillance étrangères dont l'Union des Comores a signé une convention.